

## ANNEX 5 COUNTRY REPORT BELGIUM

Plan International Belgique

## Évaluation à mi-parcours du programme quinquennal 2017-2021 de Plan International Belgique — volet Nord

### Rapport-pays Belgique

Janvier 2020

Søren Stecher-Rasmussen  
Nele Willems

20/01/2020



South Research CVBA - VSO  
Leuvenestraat 5/2  
B – 3010 Kessel - Lo  
Belgium  
T + 32 (0)16 49 83 10  
F + 32 (0)16 49 83 19

[www.southresearch.be](http://www.southresearch.be)  
[info@southresearch.be](mailto:info@southresearch.be)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>LISTE DES ACRONYMES</b>	<b>4</b>
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	<b>5</b>
<b>1 INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>1.1 Contexte global de l'évaluation</b>	<b>7</b>
<b>1.2 Objectif de l'évaluation</b>	<b>7</b>
<b>1.3 Le programme de coopération de PIB en Belgique</b>	<b>8</b>
<b>1.4 Données contextuelles</b>	<b>10</b>
1.4.1 Situation de l'enseignement en Belgique	10
1.4.2 Enseignement belge : aspects institutionnels	11
1.4.3 Enseignement belge : conjoncture	11
<b>2 MÉTHODOLOGIE</b>	<b>12</b>
<b>2.1 Approche et questions d'évaluation</b>	<b>12</b>
<b>2.2 Methodologies</b>	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
2.2.1 Literature	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
2.2.2 Ateliers avec PIB	13
2.2.3 Types d'entretiens	13
2.2.4 Méthodologie par type d'acteur	14
<b>3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>14</b>
<b>3.1 Pertinence</b>	<b>14</b>
3.1.1 School for Rights (S4R): constatations et recommandations	15
3.1.2 Plaidoyer droits de l'enfant dans l'enseignement: constatations et recommandations	18
<b>3.2 Efficacité</b>	<b>21</b>
3.2.1 Constatations	21
3.2.2 Recommandations	24
<b>3.3 Durabilité et efficience</b>	<b>25</b>
3.3.1 Constatations	25
3.3.2 Recommandations	26
<b>3.4 Genre</b>	<b>27</b>
3.4.1 Constatations	27
3.4.2 Recommandations	28
<b>4 ANNEXES</b>	<b>29</b>
<b>4.1 Matrice d'évaluation</b>	<b>30</b>
<b>4.2 Liste de personnes et organisations rencontrées</b>	<b>32</b>
<b>4.3 Guide d'entretiens</b>	<b>34</b>
4.3.1 Children's rights in schools and S4R:	34
4.3.2 Children's rights in development cooperation	35

**Dégagement de responsabilité:** *Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de Plan International. Les possibles erreurs dans le document et les opinions exprimées sont de l'entière responsabilité des auteurs.*

## LISTE DES ACRONYMES

ACNG	Acteurs de la Coopération Non-Gouvernementale
CSC	Cadre Stratégique Commun
CCGD	Conseil Consultatif Genre et Développement
CNCD	Centre National de Coopération au Développement
DGDE	Délégué Général aux Droits de l'Enfant
DGD	Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire
ECMS	Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire
MOVO	Mondiale Vorming
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation non-gouvernementale
PIB	Plan International Belgique
RNB	Revenu National Brut
S4R	School for Rights
UNICEF	United Nations International Children's Fund
VLOR	Vlaamse Onderwijsraad
VSK	Vlaamse Scholierenkoepel
VVOB	Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

**Périmètre** : évaluation à mi-parcours du programme quinquennal en Belgique “*Un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles*”, financé par la DGD

**Objectifs et critères de l'évaluation** : L'évaluation sert à renforcer le processus d'apprentissage de PIB et de répondre à des exigences de redevabilité. Elle se concentre sur les critères DAC suivants : pertinence, efficacité, durabilité et efficacité, genre

**Méthodologie** :

Littérature et visite de terrain (Belgique)

Collecte de données à travers :

- Entretiens semi-structurés
- Focus groupes
- Ateliers de restitution et de réflexion

Analyse des données : comparaison constante et analyse de discours, triangulation des données

**Constatations et recommandations**

**\* Pertinence**

Question d'évaluation:

*How does advocating educational change through the S4R approach contribute to the realisation of universal children's rights?*

Constatations :

**Concernant l'axe de travail S4R:**

Globalement, les résultats du travail S4R sont très positifs, même s'il faudra vérifier si les changements seront structurels dans le temps. Le succès du S4R dépendra fortement du degré d'appropriation des principes et changements de la part des acteurs locaux (direction, enseignants, élèves, acteurs externes – p.ex. parents, acteurs de quartier). La systématisation des expériences S4R peut engendrer des arguments pour renforcer l'argumentaire de MIB au niveau du plaidoyer et renforcer certainement sa légitimité envers les acteurs du terrain et politiques. L'approche S4R en soi ne pourra pas avoir un impact structurel en termes de droits de l'enfant dans l'enseignement, pour cela il faudra des changements de politiques d'enseignement.

**Concernant l'axe de travail du plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement :**

Au niveau de la communauté francophone, les acteurs institutionnels étaient fermés au discours en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement. En Flandre il y avait plus d'ouverture. Dans le contexte flamand, PIB a opté pour investir dans la mise en œuvre des politiques droits de l'enfant dans l'enseignement, avec succès. La réputation de MPIB y inclus son impartialité ont contribué à son influence politique. En termes d'alliances, la plupart des alliances de PIB dans cet axe de travail sont issues du secteur d'ONG et ABSL, il y a très peu d'organisations issues du monde de l'enseignement.

Recommandations :

**S4R :**

- Vérifier si une implication accrue des élèves dans S4R dès le début augmenterait le potentiel ;
- S'approcher d'organisations d'élèves comme le VSK ;
- Renforcer la culture de participation des élèves ;
- Prendre en compte les craintes des enseignants dès le début et dans le discours envers eux ;
- Comment le S4R peut-il fonctionner dans les écoles « à problèmes » ?
- Systématiser le travail S4R pour alimenter tous les axes de travail ;
- Diffuser des histoires de succès S4R vers le grand public ;
- Articuler avec le programme Sud.

**Plaidoyer :**

**Stratégies d'incidence:**

- identifier des portes d'entrée thématiques potentielles nouvelles et de possibles nouvelles alliances ;
- faire la distinction entre agenda-setting, incidence sur les politiques (législation) et influence sur la mise en œuvre des politiques ;
- Renforcer le caractère « evidence-based » du plaidoyer ;
- analyser les perspectives d'un travail sur les curriculums et les maisons d'édition ;
- analyser les perspectives d'impliquer les élèves directement dans le plaidoyer ;
- renforcer/repenser le plaidoyer en Communauté française ;

### **Alliances et espaces :**

- Chercher des articulations avec le secteur de l'enseignement, en particulier le VSK et les syndicats d'enseignants ;
- Renforcer le VLOR pour la défense et promotion des droits de l'enfant;
- WB : ouvrir l'éventail de partenariats, d'alliances, de contacts;
- Analyser les perspectives de lancer une coordination belge multi-acteur pour le plaider sur les droits de l'enfant dans l'enseignement et si possible passer à l'acte ;
- Renforcer les relations avec UNICEF;

### **Apprentissage :**

- Élaborer des méthodologies de systématisation d'expériences pertinentes de plaider, comme p.ex. l'expérience avec GO ;
- Analyser le potentiel du plaider au niveau local par les élèves (Kortrijk) ;

### **\*Efficacité :**

#### Question d'évaluation:

*To what extent are the different types of policy engagement effective to influence the Belgian Development Cooperation ?*

#### Constatations :

La rhétorique de la DGD est correcte, mais le budget coopération et éducation diminue. Difficile d'avoir une influence, par contre plus d'ouvertures au niveau contenu ? PIB a une légitimité importante aux yeux des décideurs mais sa vision du développement est moins claire. Réseaux : Educaid.be est important pour PIB et vice-versa mais son impact est limité.

#### Recommandations :

##### **Plaidoyer:**

- Ne pas perdre terrain (budget coopération et éducation)
- Mettre l'accent sur le contenu éducation dans la coopération
- Articuler éducation avec d'autres ODD (climat, genre, santé, ...) et acteurs thématiques
- Renforcer lien avec le Sud (programmes, acteurs) pour argumentation evidence-based et légitimité
- Articuler approche PIB avec approche de droits et réflexion modèle de développement Versterken allianties parlement en internationale politieke allianties

##### **Alliances:**

- Renforcer articulation avec alliances et réseaux
- Renforcer Educaid
- Creuser la question de membre de coupes
- Renforcer liens internationaux

### **\*Durabilité et efficacité :**

#### Question d'évaluation:

*How sustainable are the methods, instruments, materials developed in the context of the S4R programme (financial and content-wise) ?*

*How sustainable are the methods, instruments, materials developed in the context of the advocacy strategies (financial and content-wise)?*

*To what degree is PIB necessary for the S4R processes within schools to keep functioning and expanding?*

#### Constatations :

Le travail dans les écoles porte fruit, mais la durabilité des processus dépend fortement de l'engagement des acteurs dans les écoles et de l'autonomie des processus (qui doivent devenir endogènes). Le site web avec les outils fonctionne, mais est-ce suffisant ? PIB reste nécessaire avec ses capacités et son expérience. Le rôle de l'État doit se renforcer en la matière pour que le S4R s'institutionnalise davantage. De nombreux facteurs fragilisent les processus S4R dans les écoles. Les élèves n'ont pas de culture de participation. Le réseau d'organisations impliquées dans S4R reste petit et axé ONG et ASBL (peu d'acteurs de l'enseignement).

#### Recommandations :

- Mettre l'accent sur l'appropriation dans les écoles (augmenter rôle des élèves?)
- Élargir et renforcer alliances/partenariat: chercher alliances hors réseau Nord-Sud
- Réinventer la participation au sein des élèves et ouvrir vers d'autres acteurs locaux
- Articuler S4R, plaider et le travail dans le Sud
- Sensibiliser le grand public à travers des histoires de succès S4R
- Promouvoir davantage l'institutionnalisation de S4R au niveau État
- Élargir les outils pour les écoles pour renforcer leur autonomie en S4R

### **\*Genre :**



### Question d'évaluation:

*How could PIB interventions better contribute to the transformation of gender relations in Belgium and in the partner countries ?*

### Constatations :

Pour PIB, cette thématique est très importante mais pour les alliances dans les réseaux et les espaces elle l'est beaucoup moins, surtout comparé aux enjeux principaux des espaces en question. Il a été difficile pour les évaluateurs d'entamer des discussions de fond autour de cette thématique avec les organisations.

### Recommandations :

- Tirer des leçons des programmes du Sud
- Renforcer la thématique dans les écoles S4R
- Renforcer les capacités de enseignants dans la thématique
- Renforcer les alliances autour de la thématique (Vie Féminine, Monce Selon les Femmes, au niveau international aussi, ...)

## 1 INTRODUCTION

### 1.1 Contexte global de l'évaluation

Le programme quinquennal de coopération de PIB (2017-2021), financé par la coopération belge (la DGD), est mis en œuvre dans 5 pays dans 4 continents (Belgique, Bénin, Bolivie, Niger et Vietnam). Le programme vise la défense des droits de l'enfant et l'égalité des filles dans une approche de droits. Comme décrit dans les Termes de Référence de l'évaluation, dans ce programme chaque pays priorise certaines thématiques :

- Développement (ou bien-être) de la petite enfance (Bolivie, Niger, Vietnam)
- Violence contre les femmes (Bénin, Niger)
- Éducation inclusive et de qualité (Bénin, Bolivie, Niger)
- Réduction de risques de désastre et adaptation au changement climatique (Vietnam)
- Incidence politique pour une approche transversale des droits de l'enfant dans la Coopération au Développement et dans l'enseignement (Belgique)

Dans ce programme de coopération il est prévu de réaliser une évaluation à mi-parcours avec des visites de terrain dans les 5 pays.

### 1.2 Objectif de l'évaluation

L'évaluation à mi-parcours sert, d'une part, à alimenter l'apprentissage interne de PIB et, d'autre part, à l'obligation de rendre des comptes sur base des critères DAC. En Belgique, l'évaluation se concentre sur les critères suivants :

- Pertinence (plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement et S4R)
- Efficacité (plaidoyer politique en faveur des droits de l'enfant dans la coopération au développement)
- Durabilité et efficacité (plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement et S4R)
- Genre (tous les thèmes)

Tout au long de l'étape de cadrage, PIB a décidé d'ajouter 3 critères d'évaluation transversales afin de pouvoir tirer plus de leçons globales :

- Approche sexotransformatrice : les programmes ont-ils une approche sexotransformatrice et quels effets ont-ils sur les dynamiques de genre ?
- Approche participative et communautaire (community-based approaches) : en quelle mesure et comment est-ce que l'approche participative et communautaire du programme contribue à la durabilité et à la qualité des services ?
- Incidence politique : PIB veut renforcer son travail d'incidence politique, comme indiqué dans sa Théorie de Changement. ¿Quelles sont les leçons que l'évaluation nous permet de tirer à ce sujet ? ¿Est-ce que le programme se concentre sur les acteurs les plus pertinents avec les messages les plus appropriés ? ¿Est-ce que les outils (powermapping, etc.) et stratégies utilisés sont appropriés ?

Ces questions d'évaluation additionnelles ont été intégrés dans la grille d'évaluation de manière transversale (voir annexes).

L'évaluation a pour objectif de proposer des pistes d'apprentissage aux gérants des programmes, aux diverses équipes, aux coordonnateurs, au Département de Monitoring et Évaluation, aux services de communication, à la Direction et au Management, sur base de leçons apprises, l'identification de points forts et faibles du programme, les potentialités du programme non-exploitées afin de pouvoir améliorer les approches et les stratégies. La DGD et les partenaires, alliés et bénéficiaires de PIB pourront également utiliser l'évaluation, ce qui répond au désir de PIB de rendre des comptes de manière transparente.

Les axes de travail du programme qui font l'objet du volet Nord de l'évaluation sont :

- School for Rights (S4R) – le travail sur les droits de l'enfant dans les écoles
- Droits de l'enfant dans l'enseignement – incidence politique
- Droits de l'enfant dans la Coopération au Développement – incidence politique

### **1.3 Le programme de coopération de PIB en Belgique**

Dans le cadre de ce programme en Belgique, PIB vise à susciter une mobilisation en Belgique pour le respect des droits des enfants et l'égalité des filles dans les pays du Sud, auprès des décideurs et autres acteurs d'influence (Duty Bearers, garants de droits) afin de contribuer à l'amélioration durable et structurelle des conditions de vie des enfants (Rights Holders, tenants de droits) dans les pays du Sud.

Pour cela, en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ci-après ODD) et en cohérence avec les programmes PIB au Sud (en Bolivie, au Bénin, au Niger et au Vietnam), PIB se concentre sur 3 thématiques prioritaires: la promotion de l'approche transversale des droits de l'enfant dans la coopération au développement et dans l'enseignement en Belgique ; le droit à la protection des enfants et l'autonomisation des filles ("girls' empowerment") ; et le droit à une éducation de qualité.

A cette fin, en lien avec les recommandations du CSC Belgique, PIB s'adresse aux 4 publics cibles via des stratégies complémentaires : d'abord les décideurs politiques et les administrations belges (plaidoyer et dialogue) ; le monde de l'enseignement belge francophone et néerlandophone (ECMS) ; et dans une moindre mesure la société civile (ACNG et autres acteurs) et le grand public en Belgique (sensibilisation et mobilisation en vue d'une assise sociale durable).

**Tableau 1 Information générale concernant le programme en Belgique**

Pays	Belgique	
Période	2017-2021	
Baillieur	Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire, Federale Overheidsdienst (FOD) Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking (Belgica)	
Titre	<b>Un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles</b>	
Régions	État fédéral, Fédération Wallonie-Bruxelles, Vlaamse Overheid	
Objectif spécifique	<b>Objectif spécifique 1:</b> Les décideurs politiques et les institutions éducatives se mobilisent en faveur d'une approche transversale des droits de l'enfant dans la coopération au développement et l'enseignement en Belgique, avec une attention particulière pour les droits des filles	
	Budget	€ 1.369.654,54
	Groupe-cible	Décideurs aux niveaux politique et administratif (Coopération au Développement et enseignement), enseignants et équipes éducatives
	Bénéficiaires	<p><b>Bénéficiaires directs</b> : 3.926 personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 110 décideurs politiques : personnes parmi les décideurs politiques belges (ministres, cabinets, partis, parlementaires) concernés par la coopération au développement et par l'enseignement au niveau de l'Etat fédéral et des entités fédérées ainsi que dans les administrations</li> <li>- 3.816 personnes des institutions éducatives : les équipes pédagogiques de l'enseignement fondamental (3.810), ministères de l'enseignement francophone et néerlandophone (2), réseaux scolaires (4 pour chaque communauté linguistique)</li> </ul> <p><b>Bénéficiaires indirects</b> : élèves de l'enseignement fondamental, grand public, médias.</p>
	Secteur principal	99820 : Sensibilisation au développement
	Autres organisations impliquées	NGO-federatie, Acodev, PKIO, CODE, Kinderrechten Coalitie
	<b>Objectif spécifique 2:</b> Les décideurs politiques en charge de la coopération au développement se mobilisent en faveur du droit des enfants à la protection, en particulier contre la violence basée sur le genre et pour l'autonomisation des filles, en lien avec l'ODD 5	
	Budget	€ 674.285,67
	Groupe-cible	Décideurs aux niveaux politique et administratif (y compris les attachés dans les pays du Sud), ACNG, autres acteurs pertinents des mouvement de femmes, grand public (via médias, jeunes, volontaires)
	Bénéficiaires	<p><b>Bénéficiaires directs</b> : 9.434 personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 110 décideurs politiques : personnes parmi les décideurs politiques belges (ministres, cabinets, partis, parlementaires) concernés par la coopération au développement au niveau de l'Etat fédéral et des entités fédérées ainsi que dans les administrations</li> <li>- 84 ACNG au total : 5 organisations de la société civile, 71 ONG agréées, 8 acteurs institutionnels</li> <li>- 25 enfants et jeunes (15-24 ans) investies chez PIB à travers différentes missions d'engagement</li> <li>- 211 volontaires (150 investis dans les groupes régionaux, 41 investis dans l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration, 20 au bureau PB)</li> <li>- 9.004 sympathisants informés par notre communication générale</li> </ul> <p><b>Bénéficiaires indirects</b> : autres décideurs politiques (membres de commissions parlementaires, membres des parlements, membres des gouvernements) ; les autres employés et les membres des ACNG et des autres organisations, leur public ou les bénéficiaires</p>
	Secteur principal	99820 : Sensibilisation au développement
	Autres organisations impliquées	GAMS, AWEPA, Sensoa, Plan International, BE-Gender, Monde selon les femmes, Conseil d'avis "Genre et développement", organisations relatives à la jeunesse
	<b>Objectif spécifique 3:</b> Les décideurs politiques en charge de la coopération se mobilisent en faveur du	

	droit des enfants, en particulier les filles, à une éducation de qualité, en particulier via l'éducation de base et l'enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP), en lien avec l'ODD 4
Budget	€ 686.240,28
Groupe-cible	Décideurs aux niveaux politique et administratif ; ACNG et autres acteurs de la coopération (4ème pilier) ; acteurs du monde de l'enfance ; grand public (via médias, jeunes et volontaires)
Bénéficiaires	<p><b>Bénéficiaires directs:</b> 4.115 personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 80 décideurs politiques : personnes parmi les décideurs politiques belges (ministres, cabinets, partis, parlementaires) concernés par la coopération au développement au niveau de l'Etat fédéral et des entités fédérées ainsi que dans les administrations</li> <li>- 35 personnes chez les ACNG, les autres acteurs de la coopération et le monde de l'enfance en Belgique francophone et néerlandophone</li> <li>- 4000 jeunes</li> </ul> <p><b>Bénéficiaires indirects :</b> les autres décideurs politiques (membres de commissions parlementaires, membres des parlements, membres des gouvernements) ; les autres employés et les membres des ACNG et des autres organisations ainsi que leur public ; grand public, médias.</p>
Secteur principal	99820 : Sensibilisation au développement
Autres organisations impliquées	Educaid.be, Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), Kind & Gezin, organisations relatives à la jeunesse
Coûts opérationnels totaux pour le pays	€ 2.730.180,49

## 1.4 Données contextuelles

### 1.4.1 Situation de l'enseignement en Belgique

L'enseignement en Belgique se trouve actuellement dans une situation particulièrement difficile, des deux côtés linguistiques. Les défis auxquels le système doit faire face sont notamment :

- Forte pression sur les enseignants liée à des exigences de performance ;
- Le poids de la planification s'alourdit sans cesse ;
- Réductions budgétaires ;
- Pénuries d'enseignants ;
- Une augmentation du nombre de conflits et de la violence au sein des écoles ;
- Une diversité linguistique et culturelle grandissante à laquelle la plupart des écoles n'est pas suffisamment préparée ;
- L'augmentation du nombre d'élèves vivant en pauvreté et autres situations précaires ;
- Une grande autonomie mais la sensation de subir des instructions top-down en permanence ;
- Peu de moyens (temps, argent) pour pouvoir mener des réflexions et recherches autonomes, p.ex. pour repenser leurs propres pratiques.

En même temps, une vision différente gagne en force depuis quelques années dans les milieux académiques et dans les secteurs plus « progressistes », au niveau national et international ; cette vision met en cause les bases de l'enseignement traditionnel, ses relations d'hierarchie entre enseignants et élèves, et défend un enseignement basé davantage sur les droits de l'enfant. Cette vision promeut l'idée d'une école comme lieu d'émancipation individuelle et collective, d'éducation

et de socialisation, où les enfants peuvent développer leurs talents, tout en devenant un « être social » et en apprenant à être « citoyen ». L'école doit donc aussi devenir un lieu de dialogue, de participation des élèves aux multiples décisions des écoles et des classes, de relations plus horizontales, moins hiérarchiques, entre enseignants et élèves. Même les lieux (les locaux, la nourriture, les cours de récréation) devront s'adapter à cette vision. Tout ceci implique une réforme progressive mais profonde de l'école. PIB s'inscrit dans cette vision de l'enseignement avec l'approche S4R.

En Belgique, il existe de nombreuses visions sur l'enseignement et celle décrite ci-dessus jouit d'une certaine assise sociale, aussi au niveau politique, mais elle est encore très loin de la norme. Au niveau de l'opinion publique, la vision basée sur les résultats et la performance se renforce dans certains cercles idéologiques et politiques. Malgré certains avancés en la thématique, l'enseignement belge se trouve encore loin d'atteindre cette « autre » vision.

#### **1.4.2 Enseignement belge : aspects institutionnels**

En Belgique, le secteur de l'enseignement est complexe et la communauté de l'enseignement compte un large éventail d'acteurs, allant des enseignants représentés par des syndicats aux comités d'élèves, en passant par les réseaux éducatifs et les maisons d'édition. Ces acteurs ont tous des visions et des intérêts différents. Dans ce panorama complexe, PIB ne fait actuellement pas partie des acteurs traditionnels et ne jouit pas encore d'une forte légitimité.

Toutes les écoles (quel que soit leur réseau d'enseignement) ont l'obligation de respecter les compétences terminales (« eindtermen » en Flandre, les objectifs finaux), qui sont développés par les communautés en concertation avec les parties prenantes du secteur, mais les pouvoirs organisateurs ont une autonomie pédagogique considérable en ce qui concerne les méthodologies, les façons de travailler, les contenus, les approches pédagogiques utilisés dans les écoles. L'influence des communautés sur les pédagogies utilisées dans les écoles est donc limitée. Par contre, les écoles doivent respecter certains critères, entre autres de qualité et de sécurité, doivent se soumettre aux inspections et respecter, comme nous l'avons vu, les compétences terminales. Cette autonomie des écoles limite la possibilité d'influence sur les pédagogies utilisées dans les écoles à travers l'incidence sur la formulation de politiques. Ceci est une donnée cruciale pour PIB dans ses choix à faire concernant ses stratégies de plaidoyer.

PIB travaille sur l'enseignement en région flamande et au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les différences de contexte ajoutent une complexité importante à ce travail de PIB sur l'enseignement. En communauté française, les interactions entre le secteur et le politique sont censées se faire directement avec le Cabinet. En réalité cette articulation n'était pas opérationnelle durant la première moitié du programme, raison pour laquelle PIB n'a pas pu approfondir cette voie. En Flandre, le dialogue État-secteur est censé se faire à travers le VLOR (Vlaamse Onderwijsraad), espace de concertation où se retrouvent tous les acteurs du secteur. Le VLOR fonctionne, PIB participe à la commission « Onderwijs en Samenleving », mais cet espace ne s'est pas avéré propice pour PIB à la défense des droits de l'enfant dans l'enseignement.

#### **1.4.3 Enseignement belge : conjoncture**

Durant la première moitié du programme, les conjonctures en termes d'enseignement ont présenté de fortes différences. En Belgique francophone, le contexte a été marqué par le Pacte d'Excellence, réforme qui a chamboulé l'enseignement francophone et dominé les agendas des parties prenantes, tout en limitant sévèrement la réceptivité du secteur au plaidoyer de PIB en faveur des droits de l'enfant. Étant donné ce contexte, PIB a dû revoir sa stratégie d'incidence et s'est davantage concentré sur la promotion des droits de l'enfant dans les agendas préélectoraux des partis politiques. En Flandre par contre, le contexte politique a été plus favorable au plaidoyer de PIB, grâce notamment à la dynamique autour de la formulation des compétences terminales et l'inclusion du volet de la citoyenneté, à laquelle PIB s'est articulé. Dans ce cadre, PIB a prolongé son incidence politique vers la mise en œuvre des politiques en misant sur l'inclusion des droits de l'enfant dans le « Leerlijn » avec le pouvoir organisateur formel GO (« Gemeenschapsonderwijs »).

## 2 MÉTHODOLOGIE

### 2.1 Approche et questions d'évaluation

L'évaluation a été réalisée en trois étapes :

1. Étape préparatoire (cadrage)
2. Collecte de données (travail de terrain)
3. Analyse et synthèse des données et ateliers de restitution dans les bureaux de PIB

Pour plus d'information concernant ces phases, veuillez voir le rapport global de l'évaluation.

Lors de l'étape de cadrage, PIB et South Research se sont mis d'accord sur une vision globale de l'évaluation intermédiaire et une formulation définitive des questions d'évaluation pour les 5 pays, basées sur les Termes de Référence élaborées par PIB, la proposition de South Research et les échanges entre PIB, South Research et Plan dans les pays. La matrice d'évaluation, dont la version pour la Belgique est annexée à ce rapport, reprend les questions d'évaluation, les critères d'évaluation et les méthodes de vérification à utiliser sur le terrain. En tant qu'outil, elle a permis aux évaluateurs de suivre les avancées lors du travail de terrain et d'identifier d'éventuelles informations manquantes ou les besoins de triangulation de données.

**Tableau 2 Description courte des questions d'évaluation**

<b>Pertinence</b>
<i>How does advocating educational change through the S4R approach contribute to the realisation of universal children's rights ?</i>
Cette question d'évaluation fait référence aux droits de l'enfant dans l'enseignement dans le programme PIB, tant le travail S4R dans les écoles que le plaidoyer sur les droits de l'enfant dans l'enseignement, tout en faisant le lien avec le programme Sud. Elle articule donc tous les éléments qui constituent les droits de l'enfant dans l'enseignement dans le programme DGD de PIB. Il s'agit de se pencher sur ces axes d'intervention en cherchant à comprendre leur pertinence, l'assise de l'approche S4R dans les écoles, chez les partenaires et les alliés ainsi que les décideurs politiques, en passant par une analyse approfondie des stratégies utilisées et des liens entre S4R, le plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement et le travail dans le Sud.
<b>Efficacité</b>
<i>To what extent are the different types of policy engagement effective to influence the Belgian Development Cooperation ?</i>

Nous allons évaluer l'efficacité des stratégies et actions de plaidoyer de PIB, en faveur des droits de l'enfant dans la coopération au développement belge dirigées, vers les décideurs politiques et autres personnes et organisations pertinentes en la matière afin de pouvoir estimer l'influence que PIB peut y avoir, seul et en travaillant dans des réseaux. Qu'est-ce qui fait que PIB est écouté ou pas par les décideurs politiques ? Cette analyse sera faite en prenant en considération les spécificités du contexte politique dans lequel ce plaidoyer se déroule, en ouvrant des pistes de réflexion également sur la valeur ajoutée de PIB dans ces dynamiques.

#### Durabilité et efficacité

*How sustainable are the methods, instruments, materials developed in the context of the S4R programme (financial and content-wise) ?*

*How sustainable are the methods, instruments, materials developed in the context of the advocacy strategies (financial and content-wise)?*

*To what degree is PIB necessary for the S4R processes within schools to keep functioning and expanding ?*

Nous allons creuser la question de la durabilité de l'intervention de PIB dans les axes de travail de S4R (le travail dans les écoles) et du plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement. Il sera crucial d'analyser le rôle de PIB dans le contexte du S4R et dans le plaidoyer, l'interaction entre PIB et les parties prenantes, ses relations avec les organisations, son rôle dans les espaces et réseaux, dans une réflexion plus vaste concernant la construction d'alliances. On analysera les perspectives de processus endogènes dans les écoles, l'institutionnalisation de l'approche dans les écoles et au sein des institutions qui formulent les politiques d'enseignement, tout en cherchant ce qui marche bien, ce qui marche moins bien, et en identifiant des pistes de renforcement du travail.

#### Genre

*How could PIB interventions better contribute to the transformation of gender relations in Belgium and in the partner countries ?*

Ici l'objectif est d'analyser le programme dans son entièreté à travers une lecture de genre. Quelle est la place du genre dans l'incidence politique, dans le S4R, quelle est l'ouverture envers les questions du genre chez les alliés, les partenaires, dans les espaces et les réseaux ? Qu'est-ce qui facilite ou empêche la question du genre d'occuper une place importante dans ces espaces et axes de travail ? Quelles sont les perspectives vers le futur, les pistes pour renforcer le travail sur le genre dans le programme ?

## 2.2 Méthodologies

Voici méthodologie pour la collecte des données proposée par les évaluateurs et acceptée par PIB :

### 2.2.1 Littérature

Les évaluateurs ont eu accès à une ample documentation pertinente de la part de PIB, comme p.ex.:

- Documents de PIB (programme quinquennal, documents thématiques PIB, etc.)
- Documents politiques publiques
- Documents d'information thématique (non PIB)

Mis à part cela, les évaluateurs ont utilisé leurs propres sources d'information.

### 2.2.2 Ateliers avec PIB

- Au démarrage du travail de terrain : réunions de
  - cadrage de l'évaluation
  - clarification des objectifs du programme
- Après le travail de terrain : plusieurs ateliers pour présenter et débattre les constatations et recommandations et réfléchir aux pistes futures proposées par les évaluateurs

### 2.2.3 Types d'entretiens

#### Entretiens individuels

Il s'agissait d'entretiens semi-structurés pour orienter le dialogue, tout en laissant suffisamment de flexibilité pour creuser davantage les sous-thèmes stratégiques, pour lesquels les évaluateurs avaient développé un guide d'entretiens (voir annexe).

### Entretiens de groupe et focus groupe

**Entretiens de groupe** : ici également il s'agissait d'entretiens semi-structurés avec des groupes de maximum 5 participants et présentant un ensemble de profils mixtes.

**Focus groupe** : entretiens semi-structurés avec des groupes de maximum 10 personnes ayant des profils très semblables.

Dans les deux cas l'on utilise souvent des techniques comme l'**association libre** pour briser la glace et pour capter « l'inconscient » des personnes interviewées : les évaluateurs proposent des mots (liés à la thématique de l'évaluation) et les personnes interviewées réagissent librement et spontanément en proposant les premiers mots qui leur viennent à l'esprit.

#### 2.2.4 Méthodologie par type d'acteur

Méthodologie	Acteur
Atelier	PIB
Entretien individuel	Société civile Acteurs politiques Administrations/institutions Spécialistes externes
Entretiens de groupe	Personnel d'écoles Spécialistes externes
Focus groupes	Élèves Enseignants Directeurs d'écoles

Malheureusement, dû à des complications d'agenda, les évaluateurs n'ont pratiquement pas pu avoir des échanges avec personnel et direction d'écoles ni avec des groupes d'élèves. La large majorité des échanges avec les acteurs se sont faits sous forme d'entretiens individuels.

## 3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

### 3.1 Pertinence

#### Question d'évaluation :

*How does advocating educational change through the S4R approach contribute to the realisation of universal children's rights ?*

Cette question d'évaluation a trait aux droits de l'enfant dans l'enseignement dans le programme PIB dans une perspective holistique, c'est-à-dire tant le travail S4R dans les écoles que le plaidoyer sur les droits des enfants dans l'enseignement, tout en faisant le lien avec le programme Sud. Cette perspective articule donc tous les éléments qui constituent les droits de l'enfant dans l'enseignement dans le programme DGD de PIB.



### 3.1.1 School for Rights (S4R): constatations et recommandations

#### Constatations

Dans le cadre du programme S4R, PIB travaille dans un petit partenariat qui regroupe les organisations suivantes :

- KIYO (enseignement néerlandophone secondaire)
- Djapo (enseignement néerlandophone primaire)
- DGDE (enseignement primaire francophone)
- Plan International Belgique (enseignement néerlandophone et francophone primaire et secondaire)
- VIA Don Bosco (enseignement néerlandophone et francophone secondaire)

Ces organisations (ONG ou ASBL) sont toutes reconnues dans le secteur. Dans le programme qui est mené collectivement, chaque membre du groupe amène sa spécialisation et ses connaissances spécifiques. Cette approche enrichit le programme et garantit une base qualitative et professionnelle. Cependant, certaines organisations ont mentionné le manque de moments d'échange entre eux, pour apprendre les uns des autres et à repenser les stratégies conjointement.

Le programme S4R est construit en quelque sorte comme une offre « indoor » de professionnalisation d'écoles, axé droits de l'enfant. L'aspect « indoor » implique la prise en compte du contexte et les demandes spécifiques de l'école ; ensuite, l'école parcourt un « trajet » S4R qui est adapté à ses besoins. L'accompagnement se fait au cours de 4 demi-journées, ce qui est modeste en termes de temps. Cependant, étant donné la pression que subissent les écoles, cet investissement de temps paraît être le maximum possible dans les conditions actuelles.

L'intervention de PIB et des partenaires dans le cadre du S4R se concentre avant tout sur les directions d'écoles et enseignants pour créer le cadre et les capacités nécessaires au sein de l'école, ce qui devrait ensuite permettre à l'établissement de promouvoir davantage les droits de l'enfant. Le coaching vise les enseignants et n'implique pas directement des élèves, ce qui s'explique d'une part par la vision-même de S4R et d'autre part par une question de moyens qui oblige PIB et ses partenaires à prioriser leurs interventions.

Cependant, certains acteurs comme le Vlaamse Scholierenkoepel (VSK), qui représente les élèves flamands et travaille directement avec eux dans les écoles, notamment en termes de participation des jeunes en milieu scolaire, souligne l'importance d'impliquer les jeunes dès le début, pour surmonter la difficulté de motiver les jeunes à s'investir dans la participation étant donné d'une part leur faible culture de participation (« les enfants n'apprennent pas à participer ») et d'autre part leur manque de confiance en ce qui a trait aux mécanismes de participation, résultant de dynamiques de participation superficielles (« la fausse participation »). Il s'avèrerait donc nécessaire de non seulement travailler avec les institutions de l'enseignement et le personnel, mais également avec les élèves.

Globalement, l'impact du travail S4R de PIB et les partenaires est jugé positivement dans les entretiens. Parmi les éléments positifs qui reviennent en termes de changement, nous notons notamment :

- Augmentation d'assertivité chez les jeunes ;
- Augmentation d'ouverture au dialogue chez les enseignants ;
- Augmentation de dialogue entre élèves et enseignants ainsi qu'entre élèves ;
- Attention donnée aux droits de l'enfant et aux droits humains ;
- Adaptation des structures d'écoles aux besoins des enfants (le jeu, le mouvement, la créativité, ...).

Cependant, les processus S4R doivent aussi faire face à des risques, notamment :

- que le changement reste superficiel, qu'il n'y ait pas de processus plus profond, que le processus se limite p.ex. à l'existence d'un conseil d'élèves qui organise une fête annuelle sans augmenter le degré de participation structurelle des élèves ;
- qu'il y ait des difficultés à lancer le processus dans des écoles dites « difficiles », dans des quartiers marginalisés, où les défis les plus basiques (un niveau minimum d'apprentissage chez les enfants) ne sont pas atteints et les besoins de base (pénurie d'enseignants, ...) ne sont pas couverts ;
- que les enseignants et/ou jeunes ne portent pas suffisamment le projet ;
- que le projet reste isolé du fonctionnement plus large des écoles, ne soit pas rendu transversal.

En termes de processus organisationnel, la collaboration et coordination se font entre organisations (PIB, Djapo, VIA Don Bosco, ...) complémentaires qui au fil des années ont construit une expérience pertinente de travail avec les écoles. Il existe une synergie entre les points forts de chaque organisation, ce qui renforce le travail S4R sur le terrain. Ce partenariat est issu du secteur associatif (ONG et ASBL), ce qui présente des avantages et des désavantages ; l'avantage est l'impartialité du partenariat vis-à-vis des écoles (les organisations ne défendent pas d'intérêts sectoriels), le désavantage pourrait être justement l'absence d'organisations issues de la communauté de l'enseignement et donc l'absence de voix du terrain dans le partenariat.

Le potentiel de l'approche S4R dans les écoles se voit confronté à des obstacles, tels que :

- Les écoles sont surmenées ;
- Cette thématique n'est pas prioritaire pour la majorité des directions et enseignants (vu aussi le surmenage) ;
- Directions et enseignants ne sont pas toujours ouverts aux changements, crainte d'alourdir leur situation professionnelle (vu aussi le surmenage) ;
- Les élèves n'y croient pas nécessairement (n'ont pas grandi avec une culture de participation et/ou ont vécu des mauvaises expériences de participation superficielle).

Toujours est-il que le travail de S4R n'aura jamais une couverture suffisante pour arriver à un impact structurel dans le pays sans l'existence de politiques qui aillent dans le même sens, raison pour laquelle il est fondamental de continuer à combiner le travail S4R (sur le terrain) avec un travail d'incidence politique. Sans des changements pertinents au niveau politique, un changement structurel dans les écoles ne sera pas atteint.

## Recommandations

- Vérifier si une implication accrue des élèves dans le processus S4R dès le début augmenterait son potentiel, les chances de réussite du S4R. Pour cela, il serait utile de rencontrer des organisations issues du milieu des élèves, comme p.ex. le VSK, pour apprendre à se connaître, échanger analyses, expériences et objectifs, réfléchir ensemble à la pertinence et la valeur ajoutée d'un rapprochement et évaluer le type de rapprochement qui serait utile ;
- Le renforcement de la culture de participation des élèves pourrait être un champ de travail stratégique avec eux :
  - o Entamer un travail pour une prise de conscience accrue chez les élèves des enjeux et du potentiel de la participation ;
  - o Entamer une réflexion avec des organisations issues du milieu des élèves, comme le VSK, peut s'avérer utile à cette fin ;
- S'il s'avère opportun d'impliquer les élèves davantage dès le début, PIB devra chercher la manière la plus adéquate de le faire, en collaboration avec les partenaires existants et éventuellement avec des organisations d'élèves comme le VSK ;
- S'assurer que les enseignants ressentent les pratiques, changements et exigences du S4R comme un atout en non comme un fardeau additionnel ; développer un discours adéquat (rassurant) dans ce sens pour réduire le risque d'un rejet des processus S4R ;
  - o En effet, de nombreux enseignants craignent que le S4R ne soit un travail additionnel important et non-désiré, ce qui peut engendrer une forte résistance chez eux en amont aux processus S4R ;
- En termes du partenariat :
  - o Évaluer l'option d'ouvrir le partenariat à d'autres organisations issues du secteur de l'enseignement, au-delà des ONG et ASBL. Ceci ne doit pas nécessairement se faire sous forme de nouveaux partenariats ; il existe des multiples formes d'alliances, certaines plus soupes et adaptées aux besoins, p.ex. pour engendrer des échanges ponctuels sur des questions en particulier ;
  - o Sonder le besoin et chercher les possibilités pour avoir des moments d'échange et d'apprentissage utiles entre les membres du partenariat afin de renforcer le travail S4R conjointement ; comme mentionné dans les constatations, certains partenaires mentionnaient le manque de temps et d'opportunités d'échange ;
- Résoudre la contradiction entre S4R dans des écoles à faibles revenus et écoles aisées ; que faut-il pour que le S4R fasse sens dans les écoles « à problèmes » ?
- Systématiser le travail S4R, capitaliser les expériences et en extraire des éléments pour alimenter :
  - o la réflexion sur la participation et le rôle que les élèves pourraient y jouer ;
  - o le travail d'incidence politique sur les droits de l'enfant dans l'enseignement ; repenser le rôle entre S4R et le plaidoyer très explicitement (voir ci-dessous pour plus d'éléments) ;
  - o apprendre des méthodologies utilisées dans l'expérience à Kortrijk (le plaidoyer mené localement par les jeunes) ;
  - o repenser le rôle d'autres parties prenantes locales dans la dynamique S4R (parents, associations, jeunes et petites commerces du quartier, instances communales, etc.) ;
    - ceci pourra créer une ouverture sur des possibles nouvelles alliances locales (de quartier, avec la commune), ce qui pourra rendre le S4R encore plus pertinent ;

- analyser l'expérience de Kortrijk de cet angle-là ;
- Augmenter l'assise sociale des S4R et les droits de l'enfant à l'école en général : systématiser et diffuser des histoires de succès vers le grand public ;
- Analyser les expériences pertinentes du programme Sud pour apprendre et en tirer de l'inspiration, pour chercher des parallèles, des différences, des opportunités, des possibles articulations concrètes (échanges entre S4R et écoles des programmes Sud). Le programme du VVOB (« eNSPIRED ») peut être utile dans cette optique.

### 3.1.2 Plaidoyer droits de l'enfant dans l'enseignement: constatations et recommandations

PIB élabore des stratégies d'incidence politique qui sont de caractère holistique et dynamique et développe un plan d'incidence annuel qui sert de grand cadre avec les grandes actions planifiées à l'avance, tout en gardant suffisamment de flexibilité pour pouvoir réagir – dans la mesure du possible - à des changements de conjoncture. Les réunions hebdomadaires de l'équipe de plaidoyer servent à revoir la conjoncture politique, éventuellement revoir la planification de la semaine. PIB utilise des outils comme des mapping de parties-prenantes et des « power mapping ».

#### Constatations

Pour l'incidence politique en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement, PIB travaille de manière seule, ponctuellement avec d'autres organisations et réseaux (PKIO, La Code, ...) et en faisant partie de réseaux, dans lesquels PIB joue toujours un rôle particulièrement dynamisant. La distance qui a surgi entre UNICEF, l'autre acteur de poids en la thématique, et PIB n'a pas contribué à un renforcement des capacités d'incidence du secteur. Les réseaux actifs au niveau du plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement sont peu nombreux. Il existe notamment la plateforme MOVO (Mondiale Vorming), réseau d'ONG néerlandophones et bilingues travaillant sur l'éducation, avec le groupe de travail « politiques d'enseignement » (« onderwijsbeleid »). Cependant, ce réseau se penche surtout sur l'éducation à la citoyenneté mondiale (ou l'éducation au développement, avec l'accent sur les relations Nord-Sud), ce qui, en étant une niche, ne se prête que partiellement au travail de plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans les systèmes de l'enseignement francophone et néerlandophone. En outre, les capacités et stratégies d'incidence politique ne sont pas très développées dans le réseau. Il manque clairement une autre structure, sous forme de plateforme, coordination ou réseau, qui puisse regrouper les organisations actives dans le plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans les systèmes d'enseignement francophone et néerlandophone. Un renforcement des relations entre PIB et UNICEF pourrait contribuer à la création d'un tel espace.

Comme nous l'avons vu plus haut, en ce qui concerne le plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement en Belgique francophone, PIB a rencontré une série de difficultés contextuelles:

- la non-opérationnalité du dialogue structuré entre les acteurs portant un discours pour l'intégration et le Cabinet ;
- l'impact du Pacte d'Excellence sur l'agenda des acteurs, raison pour laquelle PIB n'a pas pu « entrer » avec son agenda droits des enfants.

Dans ce contexte, PIB a fait preuve de flexibilité en redirigeant le focus de son plaidoyer vers les partis politiques en contexte préélectoral et a organisé un débat avec eux sur le thème de la défense des droits des enfants. Ceci a été un succès : PIB a réussi à mettre 10 partis politiques autour de la table pour un échange public sur la thématique. Selon les entretiens, cette capacité de mettre autour de la table des acteurs politiques opposés pour un débat public s'explique notamment par :

- l'impartialité de PIB
- la légitimité de PIB liée à son travail de terrain, tant au Nord qu'au Sud, et donc une argumentation « evidence based »
- son professionnalisme, dans ce cas-ci, sa capacité de mener à bien une table ronde entre partis opposés

Au niveau international, PIB a mené un plaidoyer à Genève avec succès à travers le rapport alternatif auprès du Comité des Droits de l'Enfant pour que le point soit repris dans les recommandations.

Il s'avère donc que l'impartialité de PIB contribue à ouvrir des portes envers les acteurs politiques, qu'elle permet de se faire écouter et à ramener les acteurs politiques autour de la table. Ici, l'impartialité mentionnée fait référence surtout au fait de ne pas avoir d'autres intérêts à l'agenda que les droits de l'enfant. De même, le fait d'avoir des programmes sur le terrain (tant au Nord qu'au Sud) contribue à créer une argumentation qui est perçue « evidence-based », donc « neutre » et légitime. La question de l'impartialité sera encore traitée plus en profondeur dans le chapitre concernant le plaidoyer de PIB envers la coopération au développement.

Le plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'éducation au niveau flamand s'est déroulé dans un contexte plus favorable et a pu produire des résultats bien différents. Étant donné les limites mentionnées ci-haut du potentiel du plaidoyer dirigé vers le législatif, PIB a décidé de se concentrer sur la mise en œuvre des politiques, donc au niveau des pouvoirs organisateur des réseaux éducatifs, en particulier en accompagnant le travail de GO (Gemeenschapsonderwijs, le réseau officiel au niveau flamand) sur les « Leerlijnen ». Ce choix a porté fruit : PIB a pu exercer une influence sur les « Leerlijnen » et a, par ailleurs, pu ajouter une école S4R dans la liste d'écoles-pilote, qui est passée de 10 écoles à 11. Par ailleurs, la décision de GO de travailler avec PIB attire l'attention, comme actuellement PIB n'est pas un acteur très reconnu dans le secteur (« PIB est grand dans les espaces mais petit dans le secteur »). Suite à nos entretiens, nous avons pu conclure que pour GO, PIB était un interlocuteur légitime notamment grâce aux facteurs que nous avons déjà pu identifier en lien avec le plaidoyer au niveau francophone :

- Son impartialité, dans le sens de ne pas défendre d'intérêts sectoriels dans un secteur qui est caractérisé par sa complexité et les enjeux ;
- Son expérience de terrain, en particulier son travail de S4R dans des écoles, et donc sa connaissance ;
- Sa réputation de professionnalisme.

Ces facteurs reviennent souvent, semblent caractériser la réputation de PIB auprès des acteurs politiques et s'avèrent donc réellement pertinents pour le lien de confiance que PIB a pu instaurer avec le politique. L'articulation Sud-Nord et terrain-plaidoyer renforce donc clairement la légitimité de PIB auprès des décideurs.

## Recommandations

- Stratégies d'incidence :
  - La marge de manœuvre du plaidoyer est limitée dans la thématique en question à cause de la liberté de l'enseignement (l'autonomie des écoles), d'où l'importance d'analyser en profondeur le peu d'espace qui existe, pour pouvoir identifier des points de rattachement, des portes d'entrée thématiques potentielles (parfois nouvelles, parfois indirectes) pour le plaidoyer, comme p.ex. l'égalité des chances, l'inclusion, la participation, les conditions qui jouent sur la qualité de l'enseignement (p.ex. la disponibilité de temps pour la formation des enseignants, l'espace disponible aux enseignants pour mener des réflexions, ...) ;
    - L'identification de nouvelles portes d'entrée pour le plaidoyer pourra également ouvrir le chemin vers de nouvelles alliances, ce qui devrait renforcer la position de PIB dans le secteur de l'enseignement ;
    - Il est important d'évaluer la faisabilité d'inclure ces portes d'entrée dans les stratégies d'incidence tout en formulant des objectifs d'incidence clairs ;
  - Tout au long du développement des stratégies d'incidence, faire la distinction entre agenda-setting, incidence sur les politiques (législation) et influence sur la mise en œuvre des politiques, car chaque élément demande des approches et stratégies différentes ;
  - Être plus explicite et concret au niveau des objectifs de l'incidence politique ;
  - Renforcer le caractère « evidence-based » de l'analyse et des propositions dans le plaidoyer :
    - identifier les besoins du plaidoyer d'input du terrain (Nord et Sud), élaborer des mécanismes pour systématiser les expériences du terrain et rendre disponible l'information adéquate à l'équipe de plaidoyer, utiliser ces éléments dans le plaidoyer et rendre visible le lien avec le terrain ;
    - utiliser des études d'organisations reconnues (Pisa, ICCR, ...) comme input pour le plaidoyer et y faire référence explicitement dans le plaidoyer ;
  - Renforcer ou créer les liens avec des « informateurs » (des contacts privilégiés) dans les espaces politiques, pour être tenu au courant d'éventuelles opportunités qui surgissent parfois de manière imprévue (p.ex. à travers des relations de confiance avec des ex-employés de PIB) ;
  - Monitorer la politique des compétences terminales de 2<sup>ième</sup> et 3<sup>ième</sup> degrés et l'enseignement primaire ; ceci est important notamment en Flandre
  - Analyser la pertinence et faisabilité d'inclure un travail
    - sur les curriculums des enseignants dans les stratégies de plaidoyer (mise en œuvre des politiques) ;
    - avec les maisons d'édition ;
  - Analyser la pertinence et faisabilité d'impliquer, par moments, les élèves directement dans le plaidoyer ;
  - Comprendre pourquoi en Communauté française la relation directe entre les parties prenantes en faveur des droits de l'enfants dans l'enseignement et le Cabinet n'était pas opérationnelle et explorer d'autres chemins ;
- Alliances et espaces :

- Élargir les espaces (réseaux) et alliances pour l'incidence : aller au-delà des ONG et ASBL, chercher les articulations adéquates avec le secteur de l'enseignement ;
  - Être créatif dans ce processus : une articulation ne veut pas nécessairement dire partenariat, les alliances peuvent prendre une multitude de formes en fonction de leur objectif ;
  - chercher l'articulation adéquate avec le VSK :
    - ✓ Échanger des expériences et réflexions ;
    - ✓ Regarder ensemble le potentiel des élèves dans le plaidoyer et dans les liens entre le plaidoyer et S4R ;
  - Entamer des échanges avec les syndicats des enseignants pour :
    - ✓ Comprendre leurs inquiétudes concernant le S4R
    - ✓ Les prendre en compte dans le développement du S4R
    - ✓ Les convaincre de l'utilité du S4R pour leur travail
    - ✓ Identifier les points et les moments où une alliance est souhaitable et réaliste en termes d'incidence politique
- Renforcer le VLOR pour la défense et promotion des droits de l'enfant
- Spécialement concernant le milieu francophone : renforcer l'éventail de partenariats, d'alliances, de contacts
- Analyser la pertinence et la faisabilité de lancer une coordination/plateforme belge multi-acteur spécifiquement pour le plaidoyer sur les droits de l'enfant dans l'enseignement et passer à l'acte ; selon les évaluateurs, une telle plateforme fait défaut ;
- Un renforcement des relations avec UNICEF pourra contribuer au renforcement des alliances et éventuellement à la création du nouveau réseau mentionné ci-dessus ;
- Apprentissage :
  - Élaborer des méthodologies de systématisation et capitalisation des expériences pertinentes de plaidoyer, comme p.ex. l'expérience avec GO ;
  - Analyser le potentiel du plaidoyer au niveau local réalisé par les élèves (p.ex. dans le S4R à Kortrijk) ;
  - Étudier les mécanismes de la politique de « cultuureducatie » pour trouver de l'inspiration pour demander une approche comparable pour l'éducation des droits de l'enfant ;

## 3.2 Efficacité

### Question d'évaluation :

*To what extent are the different types of policy engagement effective to influence the Belgian Development Cooperation ?*

Concernant cette question d'évaluation qui a trait à la coopération au développement, nous allons surtout faire référence spécifiquement à la thématique de l'éducation dans la coopération au développement, même si en réalité le plaidoyer de PIB envers la coopération est plus large que cela. Ceci s'explique par le profil des personnes et organisations interviewées.

#### 3.2.1 Constatations

## Stratégies d'incidence

L'incidence politique dans la coopération au développement est probablement un peu moins complexe et délicate que dans le secteur de l'enseignement, étant donné que l'éventail d'acteurs est plus homogène et qu'il ne s'agit pas d'organisations représentatives qui défendent les intérêts de leurs membres, qui par ailleurs se trouvent dans des situations difficiles.

Dans cet axe de travail-ci, PIB fait son plaidoyer seul, avec d'autres organisations ou en tant que membre de réseaux, notamment Educaid.be.

Comme il s'agit avant tout (mais pas exclusivement) d'une compétence fédérale, PIB se dirige surtout vers les institutions et acteurs fédéraux (DGD, Parlement (Commissions), partis politiques, ...). En termes de rhétorique des droits de l'enfant dans la coopération, les acteurs politiques adoptent un discours politiquement correct, mais dans la réalité, on observe que le budget de la coopération en général et dédié à l'éducation ne cesse d'être tiré vers le bas. D'autant plus que de nouveaux mécanismes internationaux de financement pour l'éducation comme l'ECW (Education Can't Wait) et l'IFFEd (International Finance Facility for Education) entrent en concurrence pour les fonds de coopération destinés à l'éducation. Les décisions de la DGD en termes de budget et de thématiques (éducation pour insertion dans le marché de travail) semblent être prises à l'avance, le dialogue et le plaidoyer n'arrive pas à les faire changer. Par contre, au niveau du contenu (réflexion thématique, stratégies d'exécution, etc.) la DGD semble disposer de capacités plutôt faibles et est demandeuse de conseil en provenance des organisations de la société civile.

Dans ce contexte, il est important de se pencher sur la valeur ajoutée exacte que PIB pourrait avoir dans ce domaine.

Comme nous l'avons vu précédemment, PIB dispose de mécanismes internes de développement des plans et stratégies d'incidence politique. Dans le cadre de l'incidence dirigée vers la coopération, PIB :

- sensibilise les décideurs (notamment au niveau parlementaire) à travers des rencontres directes, parfois accompagnées de personnes du Sud, l'organisation d'évènements au Parlement, l'organisation de missions au Sud avec des parlementaires (efficaces en termes d'influence et sensibilisation, selon certains interviews) ;
- travaille avec des parlementaires sur des questions parlementaires, sur des propositions de résolutions ou textes législatifs, ... ;
- travaille envers les partis politiques en contextes préélectoraux, en organisant des tables rondes avec les partis, en élaborant des mémorandums pour les futurs gouvernements, etc.

Les thèmes sur lesquels PIB se concentre dans la coopération sont avant tout le budget de l'enseignement dans la coopération, le budget de la coopération, le contenu de l'enseignement dans la coopération, les filles, les positionnements de la Belgique dans les forums internationaux.

Il se crée des liens de confiance entre PIB et des parlementaires, ce qui permet de travailler sur des thèmes, des documents. Selon les entretiens, il s'agit d'une situation « win-win ». Pour les parlementaires, PIB a une légitimité importante en la matière et est donc un allié intéressant, pour les raisons suivantes :



- expertise de PIB (Sud, coopération, filles, enfants, enseignement)
- travail de qualité
- PIB sait comment faire le travail politique (rédiger des questions parlementaires etc.)
- Impartialité

Tout ceci permet à PIB de se construire des alliances larges au niveau politique, ramener des partis et des visions opposées autour de la table pour des débats. Cependant, selon certaines opinions, l'impartialité peut également être vu comme un manque de clarté en termes de vision, au niveau de modèles de développement, de proposition politique. La coopération belge met l'accent sur l'enseignement pour le marché de l'emploi, mais de quel type d'emplois s'agit-il et dans quelles conditions de travail ? Quel lien avec le SDG du travail décent ? Quel type d'économie promeut-t-on par ce biais et quel type de développement ? Est-ce qu'à long terme c'est positif pour les droits humains au Sud ? Le fait de ne pas avoir une prise de position claire sur ces questions-clefs peut à plus long terme comporter des risques en termes d'alliances dans le secteur.

### Alliances et réseaux

Concernant les alliances et réseaux, PIB travaille surtout avec Educaid.be, un réseau avec une cinquantaine de membres, dont de nombreuses ONG mais également des institutions comme Actiris et des entités hybrides comme VVOB et APEFE et des organisations issues du quatrième pilier. Étant donné le nombre de membres, Educaid.be a un potentiel intéressant en termes de poids et PIB y joue un rôle prépondérant, notamment comme lead du groupe de travail advocacy. Cependant, Educaid.be a aussi des faiblesses qui l'empêchent d'exploiter tout son potentiel : un manque de moyens donc un secrétariat qui est limité dans ses capacités, des capacités d'incidence limitées parmi la majorité des membres, un manque de stratégies d'incidence explicites, une lenteur et donc le risque de rater des opportunités, et peut-être pas tellement d'influence sur les décideurs. Par contre, pour PIB et Educaid.be la collaboration n'amène que du « winwin » : pour Educaid.be, PIB renforce très clairement le travail du réseau, et pour PIB, Educaid.be est une plateforme qui lui permet de donner plus de poids et de visibilité à ses propositions et activités. PIB fait également partie du CCGD (Conseil Consultatif Genre et Développement), non pas comme membre mais dans le groupe de travail « Droit à l'Éducation », et de PKIO (Platform Kinderrechten in Ontwikkelingssamenwerking), plateforme qui ne se prête pas très bien au plaidoyer de PIB envers la coopération à cause des thématiques changeantes annuellement. Finalement, il existe les coupoles des ONG de développement CNCD et 11.be ; PIB n'en est pas membre, mais les organisations collaborent dans divers espaces (p.ex. entre Be-Gender et Educaid.be). Actuellement, la question d'une demande d'adhésion de PIB à ses coupoles est sur la table. L'impartialité de PIB est un élément important à résoudre dans cette question : elle est liée à la nature de son mandat (comme PIB est présent sur le terrain, parfois dans des contextes humanitaires). Comme nous l'avons vu, d'une part son impartialité ouvre des portes vers le politique, d'autre part cette impartialité risque d'être difficilement compatible avec des positionnements que p.ex. le CNCD défend publiquement. Ce sont là des questions auxquelles il faudra répondre : qu'est-ce que PIB peut y gagner et perdre ? Comment est-ce que la famille Plan International voit l'impartialité et l'adhésion à des coupoles moins impartiales ?<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Il existe déjà des échanges entre PIB et coupoles à ce sujet.

Au niveau international, le GCE (Global Campaign for Education) – où PIB assume actuellement un poste d'administrateur au niveau mondial à titre de représentant des ONG internationales, est un espace utile, tant pour PIB que pour Educaid.be, grâce entre autres à l'accès à l'information qu'il permet, à la production de positionnements intéressants et d'études que tant PIB et Educaid.be peuvent utiliser. Le fait de faire partie d'un réseau international de Plan avec des bureaux à Genève et New York ouvre également des portes.

### 3.2.2 Recommandations

Stratégies de plaidoyer :

- Budgets et enseignement : tenter de consolider la situation actuelle RNB
- Concernant le budget, éviter d'entrer en concurrence avec d'autres thèmes/droits de coopération. L'objectif doit rester que le budget soit de 0,7% du RNB ;
- Investir dans des questions de contenu de l'enseignement et les droits de l'enfant, étant donné que la DGD est faible thématiquement et est demandeuse d'appui externe ;
- Rendre l'enseignement plus pertinent pour la DGD en l'articulant à d'autres ODD comme le changement climatique, le genre, la santé (cfr. BeCause Health en 2018) ;
  - Ceci pourra permettre à PIB de s'articuler à d'autres acteurs thématiques et de forger des nouvelles alliances ;
- Renforce le lien avec les programmes dans le Sud de PIB pour alimenter l'incidence politique et le rendre davantage « evidence based » ;
- Avancer sur la question de l'impartialité et les relations avec les coupoles CNCD et 11.be ;
  - Analyser si pour PIB le droit à l'éducation peut être placé dans une lecture plus « politique » de justice sociale, modèles de développement, travail digne, approche globale (sortir de la dichotomie Nord-Sud), etc. ;
- Formuler les objectifs de plaidoyer de manière plus précises ainsi que les stratégies qui l'accompagnent ;
  - Systématiser les expériences de plaidoyer pour en tirer des leçons qui alimentent le développement des stratégies de plaidoyer ;
- Entamer une réflexion sur le sens d'un travail politique aux niveaux régionaux aussi ;
- Renforcer davantage les alliances au(x) Parlement(s) pour y agrandir son influence, sans exclure le niveau international (UE, autres) ;
- Renforcer la vision et le discours global (dépasser le niveau Nord et Sud) ;

Alliances et réseaux :

- Réfléchir aux alliances comme une véritable stratégie (alliances et réseaux sont deux choses différentes) ;
  - Quels types d'alliances pour faire quoi ? ;
- Renforcer davantage les liens avec les réseaux, en incluant le niveau international ;
- Contribuer au renforcement d'Educaid.be, en termes de :
  - Renforcement des capacités de travail du secrétariat ;
    - Possibilité d'ajouter un mi-temps, financé par les membres ?
    - Notamment pour :
      - créer une attitude proactive envers les acteurs politiques et autres ;

- pouvoir réagir plus rapidement face à des opportunités (prise de contact, etc.) ;
- entretenir les relations politiques ;
- entretenir les relations avec d'autres réseaux, entre autres au niveau international ;
  - Développement des stratégies et activités d'incidence politique du réseau ;
  - Analyser la possibilité de pouvoir engager une consultance externe temporaire pour élaborer un document stratégique (positionnement, etc.) rapidement, mener un processus de réflexion parmi les membres, pour pouvoir répondre à des opportunités ;
- Avancer sur la question de l'adhésion aux coupes CNC et 11.be ;
  - Cette question est en lien avec le débat sur l'impartialité et doit faire partie d'une réflexion plus large sur la position de PIB dans le secteur de la coopération ;
- Renforcer les relations avec les réseaux internationaux, entre autres pour l'accès privilégié à des études, des chiffres, des contacts, des événements, etc.

### 3.3 Durabilité et efficacité

#### Question d'évaluation :

*How sustainable are the methods, instruments, materials developed in the context of the S4R programme (financial and content-wise) ?*

*How sustainable are the methods, instruments, materials developed in the context of the advocacy strategies (financial and content-wise)?*

*To what degree is PIB necessary for the S4R processes within schools to keep functioning and expanding ?*

Certaines des constatations et recommandations en termes de durabilité se chevauchent avec d'autres questions d'évaluation, notamment la toute première. On fera donc parfois référence à la première question d'évaluation, afin d'éviter les répétitions.

#### 3.3.1 Constatations

Il ressort des entretiens que PIB est considéré comme étant un acteur crucial – et probablement indispensable - pour S4R et le plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'enseignement. Les processus S4R dans les écoles sont exogènes, dans le sens qu'actuellement ils dépendent toujours de PIB et du réseau d'organisations dont PIB fait partie. Ce groupe d'organisations, à son tour, dépend fortement de la présence de PIB. Pour accroître la durabilité du S4R, il faudra que les différents processus deviennent plus endogènes, ce qui par ailleurs est l'objectif des trajectoires S4R ; il faudra que les écoles et institutions publiques concernées deviennent plus autonomes dans ce processus, et que le réseau d'organisations devienne plus large et plus diversifié pour réduire la dépendance vis-à-vis de PIB. A un niveau plus macro, il est clair que le potentiel de l'impact de l'intervention de PIB et ses partenaires dans les écoles est limité ; l'approche S4R devra donc être portée par le secteur public et s'institutionnaliser davantage. Le politique devra s'emparer de la

thématique et l'implémentation des politiques doit continuer à se développer dans le sens voulu. L'incidence politique de PIB reste donc un axe de travail crucial pour la durabilité de l'approche S4R.

Pour que les écoles puissent assumer une plus grande partie du processus S4R elles-mêmes (p.ex. le coaching), l'accès à l'information et aux méthodologies est crucial. Dans le cadre du programme, le site web « [www.schoolforrights.be](http://www.schoolforrights.be) » a été construit : on y retrouve une grande quantité de matériel pédagogique, écrit d'une perspective des droits de l'enfant, en lien avec les tendances internationales progressistes en la matière, à libre disposition. De nombreux acteurs ont exprimé l'importance de cet instrument. D'autres outils comme Klascement (en néerlandais), où l'on met également à disposition libre toute sorte de méthodologies et autre matériel d'enseignement, existent déjà. Ces types d'outils peuvent renforcer les capacités des écoles de s'occuper elles-mêmes du coaching des enseignants. D'ailleurs, PIB prévoit une articulation entre [schoolforrights.be](http://schoolforrights.be) et Klascement pour rendre l'information encore plus disponible.

Le travail de terrain a soulevé un risque que le système de labélisation semble pouvoir comporter et qui jouerait sur la durabilité : certaines écoles seraient tentées de voir la réception du label comme l'accomplissement d'un processus, tandis qu'en réalité le processus n'est jamais censé se terminer. Il existe un système d'auto-évaluation post-label, mais il faudrait évaluer l'efficacité de celui-ci.

Concernant le plaidoyer en droits de l'enfant dans l'enseignement, la formule des réunions hebdomadaires de l'équipe d'incidence politique pour revoir l'agenda politique et la planification semble bien adaptée au mode de fonctionnement interne PIB. Cependant, on peut se demander si PIB dispose de mécanismes adéquats pour pouvoir suivre de très près d'éventuels changements et opportunités pouvant se produire dans les espaces politiques de l'enseignement et ensuite de pouvoir profiter de ces opportunités dans des délais très courts.

### 3.3.2 Recommandations

Outils à disposition des écoles :

Trajet S4R :

- Approfondir la question de l'appropriation du processus S4R par les écoles et les différents acteurs impliqués, systématiser les processus et en tirer des leçons ;
- Continuer à produire et adapter les outils sur le site web à disponibilité des écoles en trajet S4R ;
  - D'éventuels nouveaux outils comme des journées d'études DIY ;
  - Réaliser une enquête auprès d'un nombre d'écoles pour connaître les besoins additionnels en matériel ;
  - Décider du type d'accès aux outils pour les écoles hors trajet S4R ;
- Processus post-label :
  - Évaluer le système de monitoring post-label existant ;
  - Assurer un suivi adéquat des écoles ayant reçu leur label, pour que le processus continue dans le temps ;
- Pour plus d'ancrage, ouvrir le partenariat vers des acteurs issus de la thématique / sur le terrain et/ou créer des alliances avec ce genre d'acteurs ;
  - Les alliances sont plus flexibles ;

- Peuvent être activées et désactivées ;
- Peuvent exister temporairement pour un objectif ou une seule action en particulier ;
- Analyser et comprendre la vision des élèves sur le processus de la participation pour identifier de possibles obstacles :
  - Est-ce qu'ils y croient ?
  - Qu'est-ce qu'ils attendent de la participation ?
  - Quelles sont leurs craintes, quels obstacles est-ce qu'ils y voient ?
- Lien avec acteurs et processus locaux externes étatiques (commune) et non-étatiques (en apprenant de l'expérience de Kortrijk) :
  - Promouvoir une articulation au niveau local avec d'autres acteurs, p.ex. au niveau du quartier ;
  - Analyser la possibilité d'articuler les écoles S4R à l'initiative Kindvriendelijke Steden en Gemeenten (en Flandre) ;
  - Assise sociale de l'approche S4R : systématiser et diffuser l'information vers d'autres acteurs, l'opinion publique, les médias, les politiques, ...
- Articuler écoles S4R Nord avec écoles Sud du programme PIB, pour installer une dynamique d'échanges et d'apprentissage endogène ; une réflexion avec le VOB (programme Nord-Sud peut également servir) ;

Au niveau politique :

- Continuer et approfondir le plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans les écoles (voir question d'évaluation 1) ;
- Promouvoir l'institutionnalisation de l'approche des droits de l'enfant dans les écoles ; quelques idées de pistes :
  - Capacités et rôle de l'inspection pour évaluer le respect des droits de l'enfant dans les écoles ?
  - Inclure davantage d'éléments des droits de l'enfant dans le curriculum des enseignants ?
  - Flandre : rôle pour le PDG (Pedagogische Begeleidingsdienst) dans l'accompagnement des trajets S4R ?
  - Élargissement/institutionnalisation d'espace de réflexion entre enseignants dans les écoles concernant les pratiques de S4R
  - Augmentation des moyens pour la formation des enseignants

### 3.4 Genre

#### Question d'évaluation :

*How could PIB interventions better contribute to the transformation of gender relations in Belgium and in the partner countries ?*

#### 3.4.1 Constatations

Force est de constater que la question de genre a suscité très peu de réactions durant les entretiens, raison pour laquelle nous n'avons pas trouvé beaucoup de réponses aux questions. Peut-être que cette situation est une réponse en soi, qui montre que la question du genre (sauf au CCGD) n'occupe

pas une place centrale dans cette thématique, même parmi les organisations de la société civile. En général, les personnes interviewées expliquaient - que ce soit dans S4R ou par rapport au plaidoyer - que les changements et objectifs étaient déjà tellement difficiles à atteindre que c'était impossible d'attribuer plus d'attention aux questions de genre. Et il est clair que le thème n'est jamais surgi spontanément dans les entretiens. Par contre, ce qui fut mentionné à plusieurs occasions, c'est que PIB avait le know-how en la thématique et essayait de mettre la question de genre sur la table. Pour PIB la thématique est très importante mais dans les réseaux et le partenariat S4R le contexte fait qu'elle est moins présente ; par ailleurs, étant donné ce contexte PIB avait décidé de ne pas insister sur l'approche sexotransformatrice.

### 3.4.2 Recommandations

Étant donné cette constatation, nous recommandons que PIB :

- élabore une stratégie explicite pour augmenter le poids du genre dans les espaces et les documents qui y sont élaborés ;
- continue à tirer des leçons de ses programmes dans le Sud, où la question du genre occupe une position importante ;
- lance un processus dans les écoles S4R de
  - réflexion sur l'inclusion du genre dans les droits de l'enfant dans l'enseignement, pour savoir ce que genre signifie pour les enfants et enseignants dans un processus S4R ;
  - sensibilisation avec les parties prenantes
    - ceci peut inclure des échanges avec des acteurs locaux, hors école, qui travaille sur la question du genre ;
  - renforcement de capacités dans la thématique du genre au sein des enseignants et de la direction ;
- renforce ou crée des alliances stratégiques (le Monde Selon les Femmes, Vie Féminine, au niveau international aussi).

## 4 ANNEXES

## 4.1 Matrice d'évaluation

Evaluation questions	Judgment criteria	Methods and sources of verification
<p>1. <i>Relevance</i></p> <p>1.1 How does advocating educational change through the SAR approach contribute to the realisation of universal children's rights</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• What is the reach of SAR methodologies in Belgian schools ?</li> <li>• Number of elements from the SAR approach integrated in Belgian educational policy</li> <li>• Degree to which the policy change in education reflects the priorities of the partnership</li> <li>• Specific added value of PIB's work on education to the broader work on children's rights</li> <li>• Level of appropriation of SAR-vision and the necessary adjustments by education networks, school directions, teachers, other educational personnel, pupils, municipal services</li> <li>• Possible impact of the SAR approach to create awareness on the realisation of CR in partner countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documentary review</li> <li>• Interviews/FGD, incl. SWOT, actor analysis, ToC – PCO, with Plan personnel, Belgian NGAs, decision makers, external experts, school representatives</li> <li>• Analysis of the advocacy processes</li> <li>• Contribution analysis</li> </ul>
<p>2. <i>Effectiveness</i></p> <p>2.1 To what extent are the different types of policy engagement effective to influence the Belgian Development Cooperation ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changes in discourse, analysis and/or policy by the Belgian authorities in Development Cooperation policy, in line with proposals from PIB and allies/partners</li> <li>• PIB's capacity to influence the other cooperation actors (NGA's, platforms, etc.)</li> <li>• Added value of PIB in the broader influencing processes towards the Belgian development cooperation</li> <li>• Appreciation of PIB's advocacy strategy (including monitoring, capitalisation and learning)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documentary review</li> <li>• Interviews/FGD, incl. SWOT, actor analysis, ToC, – PCO, with Plan personnel, Belgian NGAs, decision makers, external experts</li> <li>• Analysis of the advocacy strategies and processes</li> <li>• Contribution analysis</li> </ul>
<p>3. <i>Sustainability / Efficiency</i></p> <p>3.1 How sustainable are the methods, instruments, materials developed in the context of the SAR programme (financial and content-wise)?</p> <p>3.2 How sustainable are the methods, instruments, materials developed in the context of the advocacy strategies (financial and content-wise)?</p> <p>3.3 To what degree is PIB necessary for the SAR processes within schools to keep functioning and expanding ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Potential of SAR in Belgian schools</li> <li>• Appropriation by beneficiaries and/or allies of the methods, instruments, materials and strategies used in in the SAR programme and the influencing process</li> <li>• Decision-making power of women/men involved in/reached by the programme</li> <li>• Level of participation of allies/partners/stakeholders in the decision-making processes related to SAR</li> <li>• Appropriation by PIB and its allies of systems for monitoring changes within decision makers and context and for adaption of methods, instruments, materials and strategies to those</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documentary review</li> <li>• Interviews/FGD, incl. SWOT, actor analysis, ToC – PCO, with Plan personnel, Belgian NGAs, decision makers, external experts</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• changes</li> <li>• Appreciation of investment cost for developing the methods, instruments and materials</li> <li>• Appreciation of PIB's role in the S4R processes in schools</li> <li>• Degree to which the S4R processes in the schools can continue using the current methods, instruments, materials</li> <li>• Appreciation of future needs of S4R in the schools</li> </ul>	
<p>4. <i>Gender</i></p> <p>4.1 How could PIB interventions better contribute to the transformation of gender relations in Belgium and in the partner countries?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Integration of gender perspective in the proposed policy changes</li> <li>• Integration of PIB in the gender sector in Belgium</li> <li>• Proven gender sensitiveness within PIB's allies and possibility to discuss gender sensitiveness in the advocacy strategies</li> <li>• Level of active participation of women/men in the different interventions</li> <li>• Gender changes at the level of families, civil society, government</li> <li>• Facilitating and restricting (f)actors at the level of families, civil society, government</li> <li>• Appreciation of S4R's gender sensitivity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documentary review</li> <li>• Interviews/FGD, incl. SWOT, actor analysis, ToC, – PCO, with Plan personnel, Belgian NGAs, decision makers, external experts</li> <li>• Analysis of gender sensitiveness of the advocacy strategies and of S4R</li> </ul>

#### 4.2 Liste de personnes et organisations rencontrées

DATE	NOM	ORGANISATION	THÈME	ACTIVITÉ
Ven 13 sept 2019	Romeo Matsas	PIB	Plaidoyer DE et Coop	Entretien individuel
Mar 8 oct 2019	Anneloen Van Kelecom	UNICEF	S4R et plaidoyer DE	Entretien individuel
Jeu 10 oct 2019	Romeo Matsas	PIB	Plaidoyer DE et Coop	Entretien individuel
Lun 21 oct 2019	Maartje Houbrechts	Educaid.be	Plaidoyer Coop	Entretien individuel
Mer 23 oct 2019	Tom Vandenbosch	VVOB	Plaidoyer Coop	Entretien individuel
Jeu 24 oct 2019	Mieke Verwaest et Marie-Claire Gorostegui	PIB	S4R	Entretien individuel
Jeu 24 oct 2019	Jean-Luc Nsengiyumva	DGCD	S4R et plaidoyer DE	Entretien individuel
Ven 25 oct 2019	Romeo Matsas	PIB	Plaidoyer DE et Coop	Entretien individuel
Ven 25 oct 2019	Anne-Catherine Rassin et Marie d'Haese	UNICEF	Plaidoyer DE et S4R	Entretien individuel
Mar 29 oct 2019	Wiske Jult	CCGD	Plaidoyer Coop	Entretien individuel
Mer 30 oct 2019	Flor Van der Eycken	VSK	S4R et plaidoyer DE	Entretien individuel
Jeu 31 oct 2019	Michiel De Baere	KIYO	S4R et plaidoyer DE	Entretien individuel
Lu 4 nov 2019	Kathelijne Houben	MOVO	Plaidoyer DE	Entretien individuel
Mar 5 nov 2019	Gwenaëlle Grovonius	Députée Parlement wallon	Plaidoyer Coop	Entretien individuel
Jeu 7 nov 2019	Joost Van Haelst	Beleidsmedewerker Kinderrechten Vlaamse Overheid	Plaidoyer DE	Entretien individuel

Jeu 7 nov 2019	Luc Borms et collègues	École DKO Merksem (Directeur)	S4R	Entretien groupé
Ven 8 nov 2019	Goedroen Juchters	HIVA (chercheuse)	S4R	Entretien individuel

### 4.3 Guide d'entretiens

Ce guide d'entretiens avait été écrit en anglais, le voici dans sa version originale.

#### 4.3.1 Children's rights in schools and S4R:

##### Social organisations and networks:

- Their appreciation of the context:
  - political level and institutions:
    - the political level's understanding of children's rights in education and S4R ?
      - and the gender dimension to it ?
      - is it different from social organisations' understanding of the area ?
    - political tendencies in the area
    - opportunities and threats in the political arena for progressive agendas
    - main challenges
  - school level:
    - realities and dynamics at school level (including actors – pupils, teachers, parents, directorate)
    - results, limits and potential of S4R in the schools
      - and from a gender perspective
    - opportunities and threats
      - and from a gender perspective
  - public opinion
- Their analysis of social organisations and networks active in that context
  - strengths and weaknesses of civil society's advocacy
    - methods/tools
    - strategies
    - roles
    - transversal: gender sensitiveness
  - strengths and weaknesses of civil society's work with schools
    - methods/tools
    - strategies
    - roles
    - adequacy of their agenda and strategies
    - transversal: gender sensitiveness
  - articulation of NGO's with other social actors (unions, students organisations, etc.)
  - lessons learned from advocacy in the area
  - links between field work and advocacy
  - opportunities and threats and how to respond to them
  - recommendations to enhance impact
  - transversal: ender sensitiveness

##### Political actors and institutions:

Their appreciation of

- reality in schools regarding children's rights and S4R
- actual and future policy (new government) regarding children's rights in schools and policy's main challenges
- civil society's agenda concerning children's rights in schools and strengths and weaknesses of their influencing/dialogue strategies/capacities/instruments

- factors that influence policy makers in this area
- transversal: gender sensitiveness

#### **School environment (directors, teachers, students, parents):**

- reality in schools regarding children's rights and S4R:
  - strengths, weaknesses and perspectives of S4R
  - stakeholders' perspectives (teachers, pupils, directorate, ...)
  - obstacles to children's rights in schools and S4R
  - transversal: gender sensitiveness
- proposals towards children's rights in schools and S4R:
  - how to make it work
  - how to make it sustainable
  - transversal: gender sensitiveness

#### **4.3.2 Children's rights in development cooperation**

##### **Social organisations and networks:**

- Their appreciation of the context:
  - political level and institutions:
    - the political actors' understanding of children's rights in cooperation, with focus on girls
    - political processes in the area
    - opportunities and threats for civil society organisations
    - main challenges
  - children's rights in development cooperation, with focus on girls:
    - tendencies at Belgian and European level
    - results, limits and potential of S4R in the schools
    - opportunities and threats
  - public opinion
- Their analysis of the social organisations and networks active in that context
  - strengths and weaknesses of civil society's advocacy
    - methods/tools
    - strategies
    - roles
    - potential of linking North-work on children's rights to education to advocacy on children's rights in cooperation
    - what about gender sensitiveness ?
  - articulation of NGO's with other social actors (unions, students organisations, etc.)
  - opportunities and threats and how to respond to them
  - recommendations to enhance impact
  - transversal: gender sensitiveness

##### **Political actors and institutions:**

Their appreciation of

- children's rights in Belgian development cooperation, with focus on girls

- actual and future policy (new government) perspectives regarding children's rights in development cooperation and policy's main challenges
- civil society's agenda concerning children's rights in schools and strengths and weaknesses of their influencing/dialogue strategies/capacities/instruments
- factors that influence policy makers in this area
- gender perspective transversal to these questions